ÉNERGIE

L'UE peine à faire décoller le projet de gazoduc Nabucco

Le gazoduc Nabucco, un tuyau de 3 300 km qui doit permettre à l'Europe de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie, a bénéficié hier d'un élan politique moins fort qu'escompté des pays de la Caspienne, et le projet attend toujours du gaz et de l'argent pour décoller.

Une réunion organisée par l'Union européenne a rassemblé à Prague tous les pays clefs de Nabucco: ceux disposant de ressources gazières (région Caspienne et Egypte), ceux servant au transit (Turquie et Géorgie) et ceux qui consommeront le gaz transporté (les Européens).

Fausse note malgré les satisfecits officiels: les représentants de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Turkménistan, trois pays ex-soviétiques d'Asie centrale riches en hydrocarbures, ont refusé de signer une déclaration politique finale du sommet marquant un soutien politique fort à Nabucco.

Le Premier ministre tchèque démissionnaire, Mirek Topolanek, dont le pays préside l'UE, a préféré insister sur «la première historique» qui a consisté à faire signer une déclaration de soutien très précise à l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie, l'Egypte et l'UE.

Mais l'Azerbaïdjan ne pourra pas à lui seul approvisionner Nabucco, ainsi qu'un autre projet turco-grec plus modeste, discuté à Prague, le gazoduc ITGI.

Les autres pays d'Asie centrale présents «n'aiment pas signer ce type de déclaration, ils ne le font jamais et aujourd'hui n'a pas fait exception», a tenté d'expliquer M. Topolanek.

Leur prudence pourrait aussi s'expliquer par le statut très incertain de la Caspienne: des négociations sont en cours depuis des années pour déterminer s'il s'agit d'une mer ou d'un lac, ce qui change les titres de propriété du gaz. «Nous n'avons pas de statut réglementant les ressources de la mer Caspienne», a d'ailleurs souligné Anatoli Yanovski, le vice-ministre russe de l'Energie présent à la réunion en tant que simple observateur, aux côtés des Américains et des Ukrainiens.

Les signataires des conclusions du sommet ont toutefois promis de progresser sur cette questions cruciale.

«Nous avons démontré que l'UE prend ce projet très au sérieux, nous allons apporter un cadre légal, financier et politique aux entreprises concernées», a résumé le président de la Commission européenne José Manuel Barroso devant la presse.

«Evidemment, nous aurons besoin de financements publics et privés pour faire démarrer les projets», a rappelé M. Topolanek. Nombre de spécialistes du secteur énergétique jugent le projet pour l'instant compromis par la crise financière.

Théoriquement, la construction de Nabucco doit commencer en 2011 afin qu'il devienne opérationnel en 2014. Mais 7,9 milliards d'euros sont nécessaires.

La réunion a permis néanmoins d'officialiser une réelle avancée dans le domaine du transit du gaz. Après des mois de négociations très dures, la Turquie a enfin signalé sa volonté de conclure «d'ici la fin juin» un accord sur les modalités de transit de gaz de Nabucco à travers son territoire, a précisé M. Barroso. La déclaration finale du sommet précise que la Turquie et les pays européens concernés feront tout pour boucler à cette date «un accord intergouvernemental sur Nabucco. Selon les négociateurs, seuls quelques détails techniques subsistent. «La Turquie, qui s'achemine vers une adhésion à l'UE, a adopté une politique énergétique visant à renforcer sa sécurité d'approvisionnement national à travers la diversification de ses ressources et de ses routes, contribuant ainsi à la sécurité énergétique de l'Europe», a souligné le président turc Abdullah Gül devant les participants du sommet.

Une manière pour Ankara, sans le dire explicitement, d'utiliser l'arme de Nabucco pour faire pression sur les Européens afin qu'ils accélèrent les négociations d'adhésion, très controversées, de la Turquie à l'Union européenne.

LIBAN

Le président du TSL veut conclure des accords avec les pays voisins

Le président du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé de juger les assassins de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, a indiqué hier qu'il comptait conclure des accords avec des pays voisins du Liban pour simplifier la remise de suspects éventuels.

«J'ai déjà préparé le brouillon d'un accord de coopération judiciaire, qui sera soumis à tous les pays de la région: l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, l'Iran, la Turquie et Israël», a déclaré le juge Antonio Cassese dans un entretien accordé à l'AFP au siège du TSL à La Haye. L'accord permettrait au bureau du procureur du TSL d'entendre des témoins dans des pays tiers et d'interroger des suspects à La Haye, et faciliterait le transfert de personnes inculpées.

Plus aucun suspect n'est actuellement détenu dans le cadre d'une enquête du TSL qui avait ordonné le 29 avril la libération de quatre généraux libanais détenus depuis août 2005 pour l'assassinat de Rafic Hariri, tué dans un attentat le 14 février 2005 à Beyrouth.

SOMALIE

Cargo grec capturé : les pirates demandent une rançon

Les pirates somaliens qui ont capturé il y a une semaine le cargo grec MV Ariana dans l'océan Indien, ont demandé une rançon, a annoncé hier la société propriétaire du bateau, sans toutefois en préciser le montant.

«Comme c'est toujours le cas, nous avons reçu une demande de rançon», a déclaré à l'AFP Spyros Minas, responsable de la compagnie maritime All Ocean shipping, basée à Athènes.

M. Minas a indiqué que l'équipage du bateau, 24 marins ukrainiens, était en bonne santé.

«Nous sommes en négociation directe avec les pirates, il s'agit d'une procédure longue et il faut être patient», a-t-il ajouté.

Le MV Ariana, battant pavillon de Malte, a été capturé le 2 mai dans l'océan Indien, à 250 miles nautiques au sud-ouest des Seychelles, alors qu'il faisait route vers le Moyen-Orient en provenance du Brésil.

Outre l'Ariana, deux autres cargos grecs sont actuellement signalés comme étant aux mains de pirates somaliens, le Nipayia, battant pavillon panaméen et capturé le 26 mars avec 19 membres d'équipage, et l'Irene, battant pavillon de Saint-Vincent et Grenadines, détourné le 14 avril avec 22 marins philippins à bord.

Selon le Bureau maritime international (BMI), les attaques des pirates ont décuplé au cours du premier trimestre 2009 par rapport à 2008, passant de 6 à 61, en dépit de patrouilles internationales de bâtiments de guerre de plusieurs pays, qui tentent de sécuriser la zone.

SOUDAN

Un soldat de la force de maintien de la paix tué au Darfour

Un soldat membre de la force mixte de maintien de la paix ONU-Union africaine a été tué par balle par des hommes armés non identifiés à Nyala, au Darfour-Sud, a déclaré hier un porte-parole de cette force, la Minuad.

L'officier, dont le nom et la nationalité n'ont pas été précisés, a été tué devant chez lui jeudi soir, a précisé Kemal Saiki.

«Des hommes armés l'ont tué alors qu'il garait sa voiture», a déclaré M. Saiki, ajoutant que le véhicule avait été ensuite retrouvé abandonné à sept kilomètres de Nyala.

La Minuad constitue la plus importante mission de paix au monde en terme d'effectifs déployés. Elle compte actuellement 15 500 policiers et soldats sur un total de 26 000 prévus dans son mandat.

Il s'agit du 15e membre de la Minuad à décéder dans des attaques au Darfour depuis le début de la mission en janvier 2008 dans cette région ravagée par un conflit complexe à l'origine depuis 2003 de 300 000 morts selon l'ONU, mais de 10 000 seulement selon Khartoum. Le chef de la Minuad Rodolphe Adada a condamné cette nouvelle attaque. «Les attaques contre les Casques bleus sont considérées comme des crimes de guerre», a-t-il déclaré.

La région de Nyala avait été le théâtre de la précédente attaque contre la Minuad en mars.

Une patrouille de la Minuad avait alors été prise en embuscade par des hommes armés qui avaient tué un Casque bleu.

La Minuad qui dispose de 65% des effectifs prévus par son mandat, plus d'un an après le début de son déploiement, doit surveiller la mise en œuvre de l'accord de paix du Darfour entre Khartoum et la rébellion, mais seulement un des nombreux groupes rebelles du Darfour a signé ce texte, la faction Minni Minnawi de l'Armée de libération du Soudan (SLA).

Les véhicules de la Minuad, ainsi que les convois du Programme alimentaire mondial et les voitures des ONG sont souvent attaqués au Darfour par des bandits qui revendent les véhicules sur le marché noir. Cette attaque survient au moment où le Soudan s'apprête à accueillir de nouvelles ONG au Darfour et étendre le mandat de celles sur le terrain pour combler le vide laissé par l'expulsion de 13 organisations internationales, selon des responsables soudanais.

Le Soudan «invite de nouvelles ONG internationales» au Darfour (ouest), a déclaré jeudi son ministre des Affaires humanitaires Haroun Lual, à l'issue d'une rencontre avec le chef des opérations humanitaires de l'ONU, John Holmes, et l'émissaire américain Scott Gration.

Khartoum «autorise l'ONU et les ONG à étendre leurs opérations actuelles», a ajouté le ministre soudanais, soulignant que la santé, l'hygiène publique et l'accès à l'eau potable étaient les priorités de l'aide humanitaire au Darfour.

Mais le Soudan refuse le retour des 13 organisations expulsées après le mandat d'arrêt émis en mars par la Cour pénale internationale (CPI) contre le président Omar el-Béchir pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour.